

ACTION URGENTE

UNE COMMUNAUTÉ DE PAIX COLOMBIENNE MENACÉE

La communauté de paix de San José de Apartadó, dans le nord-ouest de la Colombie, a été menacée à plusieurs reprises par des paramilitaires. Amnesty International craint pour la sécurité des membres de cette communauté depuis que Bernardo Rios Londoño, qui était proche d'eux, s'est fait tuer le 22 mars.

Le 2 avril, des paramilitaires se sont rendus au hameau d'Arenas Altas, dans la municipalité d'Apartadó (département d'Antioquia), qui fait partie de la communauté de paix de San José de Apartadó, et ont accusé ses membres d'être des guérilléros. Ils les ont menacés en leur disant qu'ils paieraient cher et que les choses allaient changer. Des membres de la communauté ont signalé que plus tard ce jour-là, des hommes à bord d'un hélicoptère des forces armées sont venus chercher les corps des paramilitaires tués au cours des combats entre paramilitaires et guérilléros qui s'étaient déroulés la veille à Arenas Altas.

Le 22 mars, deux paramilitaires à moto ont suivi Jesús Emilio Tuberquia, l'avocat de la communauté de paix, qui se rendait à San José de Apartadó en voiture. Ils se sont approchés du véhicule au moment où Jesús Emilio Tuberquia traversait la région de Tierra Amarilla mais ils se sont rendus compte que ce dernier bénéficiait d'un accompagnement international et sont donc restés là où ils étaient. Quelques minutes plus tard, Bernardo Rios Londoño, qui avait vu Jesús Emilio Tuberquia plus tôt dans la journée et dont les enfants vivent au sein de la communauté de paix, s'est approché à vélo et s'est fait tuer par les paramilitaires. Le 14 mars, deux hommes cherchant Jesús Emilio Tuberquia se sont rendus à son domicile de San Josecito. L'un d'eux a été vu quelques jours plus tard dans la région en compagnie de membres de la Brigade XVII de l'armée colombienne.

Le 23 mars, date du 14^e anniversaire de la création de la communauté de paix, des paramilitaires ont dit à l'un de ses membres qu'ils allaient tous devoir partir, sinon il y aurait d'autres morts, et qu'ils avaient déjà prévu d'« exterminer » la communauté avec les forces de sécurité.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- faites part de votre inquiétude quant à la sécurité des membres de la communauté de paix de San José de Apartadó, notamment Jesús Emilio Tuberquia et sa famille ;
- exhortez les autorités à diligenter une enquête minutieuse et impartiale sur l'homicide de Bernardo Rios Londoño et les menaces adressées aux membres de cette communauté, à rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice ;
- rappelez-leur que les civils, dont les membres de la communauté de paix de San José de Apartadó, ont le droit de ne pas être entraînés dans le conflit armé ;
- priez-les instamment de prendre des mesures immédiates pour démanteler les groupes paramilitaires, comme le gouvernement s'y est engagé et conformément aux recommandations des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 16 MAI 2011 À :

Président de la Colombie

Señor Juan Manuel Santos
Presidente de la República,
Palacio de Naríño, Carrera 8 No.7-26,
Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : *Excmo. Sr.*

Presidente Santos, / Monsieur le Président,

Ministre de la Défense

Señor Rodrigo Rivera Salazar
Ministerio de Defensa
Carrera 54, no.26-29
Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 266 1003 (dites : « me da tono de fax, por favor »)

Formule d'appel : *Sr. Ministro Rivera, / Monsieur le Ministre,*

Copies à :

Comunidad de Paz de San José de Apartadó
AA 243 de Apartadó
Antioquia
Colombie

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UNE COMMUNAUTÉ DE PAIX COLOMBIENNE MENACÉE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La communauté de paix de San José de Apartadó est composée de personnes vivant dans plusieurs hameaux et villages de la municipalité d'Apartadó, dans le département d'Antioquia, dans le nord-ouest de la Colombie, qui défendent leur droit de ne pas être entraînés dans le conflit armé en Colombie et refusent de prendre parti. Elles refusent de porter les armes et de fournir des renseignements ou un soutien logistique aux différentes parties au conflit. En retour, elles exigent que ces dernières ne pénètrent pas dans leurs communautés et qu'elles respectent leur décision de ne pas participer aux hostilités et de ne collaborer avec aucune d'elles.

Depuis la création de cette communauté de paix, le 23 mars 1997, plus de 170 de ses membres ont été tués ou fait l'objet d'une disparition forcée, tandis que d'autres ont été victimes de menaces ou d'agressions sexuelles. Les personnes appartenant à cette communauté sont constamment en danger. La majorité de ces homicides est perpétrée par des paramilitaires qui continuent d'agir avec le soutien ou le consentement d'agents des forces armées dans cette zone. Les guérilleros ont également tué des membres de cette communauté de paix. Au cours des 10 dernières années, bon nombre de civils n'y appartenant pas, mais ayant des liens avec ses membres ou vivant dans la région, ont également été tués. Beaucoup d'homicides coïncident avec des vagues de menaces adressées à la communauté de paix et semblent constituer des tentatives d'intimidation de cette population.

Les civils qui défendent leur droit de ne pas être impliqués dans le conflit armé colombien et refusent de prendre parti se heurtent à la suspicion et à l'hostilité de l'armée, des paramilitaires et des groupes de guérilla. Le droit de la population civile de rester en dehors du conflit a été violé à maintes reprises : des personnes ont été forcées à choisir leur camp ou tuées lorsqu'elles refusaient.

Les groupes paramilitaires colombiens sont censés avoir été démobilisés dans le cadre d'un programme lancé par le gouvernement en 2003, mais les homicides et les menaces proférées contre des organisations de défense des droits humains dans différentes régions du pays montrent qu'ils sont toujours actifs.

Dans le conflit qui déchire la Colombie, les forces de sécurité et les groupes paramilitaires assimilent souvent les membres d'organisations de défense des droits humains et de syndicats à des collaborateurs ou des sympathisants de la guérilla, et sont allés jusqu'à menacer, enlever ou tuer certaines personnes. Des défenseurs des droits humains, des syndicalistes et d'autres civils ont également été menacés, voire tués, par des groupes de guérilleros qui les accusaient de se ranger du côté de leurs ennemis.

AU 103/11, AMR 23/009/2011, 5 avril 2011

AMNESTY
INTERNATIONAL

